

matière à enseigner, il n'y a pas de changement notable. Mais les points de vue adoptés se sont graduellement modifiés. A l'époque du socialisme pur et dur, la philosophie marxiste de l'histoire pénétrait tout. L'étude de l'évolution des structures économiques, comme éléments déterminant le reste, a notablement réduit le rôle des grands personnages. L'histoire des classes sociales était particulièrement importante, surtout celle des travailleurs industriels et celle des paysans, considérées comme les forces motrices du progrès. Certains événements ou périodes pouvaient même être revus suivant les fluctuations de l'idéologie du parti.

Mais, à partir du milieu des années '60, ces caractéristiques s'atténuent à mesure que le régime politique s'amollit. La recherche historique devient plus libre et redevient scientifique. Par exemple, la coopération entre chercheurs autrichiens et hongrois s'affirme pour explorer ensemble le passé commun. Tôt ou tard, cette tendance se traduit aussi dans l'enseignement. Dans les années '80, les professeurs ont déjà des alternatives en matière méthodologique et dans le choix des manuels. L'influence de l'idéologie s'affaiblit.

RR : Et aujourd'hui ?

Prof Benkes : Pour ce qui concerne les manuels, vous êtes libre d'en écrire de votre propre initiative. Moi-même, je suis auteur, en collaboration avec d'autres collègues. Une commission d'experts du Ministère de l'Éducation nationale établit une liste de manuels parmi lesquels les professeurs peuvent choisir. Pour assurer la continuité d'une classe à l'autre, les professeurs d'une même école font un choix commun. Si un manuel n'est pas retenu par la commission d'experts, il reste disponible sur le marché, mais coûtera plus cher.

RR : Peut-on dire que les historiens ont reconquis l'objectivité et l'impartialité ?

Prof Benkes : Ce serait trop beau. Le premier gouvernement démocratique, celui de Jozsef Antall, a lancé une opération de révision avec une visée d'objectivité. Il n'en demeure pas moins que des conceptions et des interprétations divergentes apparaissent, surtout dans le domaine de l'histoire nationale. Nous avons même connu une "guerre des manuels" où s'affrontaient des visions davantage axées sur la "hungarité" et des vues plus "universalistes" ou "cosmopolites". Le premier ministre en 1990, M. Antall, étant lui-même historien, le gouvernement prenait l'affaire fort au sérieux. Une tentation réelle de remplacer le "mythe des classes" par l'accen-

tuation des racines chrétiennes et nationales du passé, menaçait. Mais, à la suite du changement de gouvernement en 1994, le conflit s'est calmé.

Une ligne de division typique est l'interprétation du Compromis de 1867 donnant naissance à la monarchie austro-hongroise. Les uns y voient surtout les concessions, les autres insistent principalement sur l'expansion remarquable qui s'ouvre. Il faut dire que, plus nous nous approchons du moment présent, plus les matières à traiter deviennent délicates. Le pays n'a pas encore véritablement évalué l'ère du régent Horthy (1920-1944) ou l'époque du socialisme. Les débats sont toujours ouverts.

RR : A part la connaissance du passé, quels sont les rôles attribués à l'enseignement de l'histoire ?

Prof Benkes : Dans le régime socialiste, les autorités centrales attendaient évidemment des enseignants non seulement une fidélité idéologique, mais l'histoire servait aussi à transmettre une vision du monde. Aujourd'hui, il n'existe plus une finalité officiellement définie. Par contre, nous pourrions parler d'un consensus assez large sur un certain nombre de caractéristiques. Ainsi, la grande majorité des professeurs dirait que l'histoire fait partie d'une formation humaniste. Sa connaissance est indispensable à la culture générale. Les élèves doivent arriver à une conscience historique qui leur permet de se situer, de construire leur identité. Dans cette perspective, il est entendu que l'histoire hongroise doit être englobée dans celle de l'Europe : nous sommes à la fois Hongrois et Européens. Enfin, l'histoire incite aussi à réfléchir sur les valeurs, aide à nous orienter si, au-delà des faits, nous cherchons aussi les significations.

RR : Nous avons déjà plusieurs fois évoqué les enseignants. Comment sont-ils formés ?

Prof Benkes : Les instituteurs de l'école fondamentale sortent des écoles normales. Les professeurs du secondaire sont diplômés soit d'une haute école, soit de l'université. La différence essentielle est que les hautes écoles insistent davantage sur la praxis, la pédagogie, tandis que les universités privilégient la science et la recherche. Jadis, les étudiants, associaient toujours deux disciplines, par exemple histoire et latin, histoire et littérature hongroise, etc. Aujourd'hui, la formation est monodisciplinaire.

Propos recueillis par le professeur Rudolf REZSOHAZY (UCL)

## Contre l'oubli : La solidarité avec les historiens persécutés.

Un entretien avec **Antoon DE BAETS**  
(Chargé de cours d'histoire du temps présent,  
Rijksuniversiteit Groningen)

Mis sur pied en octobre 1995, le Network of Concerned Historians est un réseau qui s'est donné pour objectif d'aider les historiens persécutés pour leurs opinions scientifiques. Il veut fonctionner comme un pont entre les organisations des droits de l'homme et les historiens.

Antoon de Baets : L'idée fut cristallisée par un concours de circonstances. Tout d'abord, le constat que les organisations des droits de l'homme menaient des actions en faveur des historiens persécutés, le plus souvent sans que la communauté historienne fût au courant. Or parmi

les cercles des droits de l'homme, il est admis que les campagnes sont d'autant plus efficaces qu'elles sont entreprises par des collègues des victimes.

Ensuite, la prolifération croissante du courrier électronique dans les cercles académiques, laquelle a

grandement facilité la communication à tout propos, et donc aussi sur les historiens persécutés.

Enfin, le signal qui fut donné au Congrès international des sciences historiques de Montréal, l'an dernier non seulement le secrétaire général parla un langage clair sur la respon-

**CROATIA**  
On 2 Feb. they [Source: POLAND]

On 11 December 1994 several dozens of writers and intellectuals issued an appeal, calling for the opening of the Security Administration Archives covering the Stalinist period (1944-1956). [Source: IOC 1/95: 245]

**AZERI** [Source: IOC 1/95: 245]

**JAPAN** [Source: IOC 2/95: 178]

In January 1995 the popular youth magazine Marco Polo was closed down and its editor dismissed by the publishers after it carried an article denying the Holocaust.

Movsum Aliyev was arrested [Source: IOC 1/95: 245]

... Campaign, in which [Source: IOC 2/95: 178]

sabilité sociale de l'historien, mais le groupe de travail n° 1 aborda comme thème «le pouvoir et la liberté de la recherche historique et ses moyens de diffusion», avec le concours d'orateurs de Russie, du Japon, de Corée du Sud, des États-Unis, d'Espagne et des Pays-Bas.

Les temps paraissaient donc

mûrs pour une tentative de donner une base structurelle aux efforts – qui dans le passé ont toujours existé – des historiens envers leurs collègues persécutés. Ainsi naquit le Network of Concerned Historians (NCH). Le réseau s'efforce d'être indépendant et universel, et déploie son activité sur trois terrains précisément balisés.

action, information et enquête.

**Agir**

Le NCH diffuse vers les membres du réseau, des actions urgentes en faveur d'historiens persécutés, actions organisées par l'American Association for the Advancement of



Science et Amnesty International Naturellement de telles actions ne sont pas très nombreuses Jusqu'à présent, le réseau fut activé une fois deux Albanais, un historien et un archéologue, furent poursuivis en justice en février 1996 et accusés de «diffusion d'écrits anticonstitutionnels», un délit passible de trois ans de prison Qu'avaient-ils donc fait ? Avec deux autres collègues, ils étaient les auteurs d'un guide de voyage qui aurait contenu une photo de l'ancien leader communiste Enver Hoxha Amnesty International demanda aux participants d'inviter le gouvernement à retirer l'accusation Le réseau NCH travaille donc sur une base ponctuelle et intervient chaque fois qu'une action urgente est organisée par une des deux organisations de

droits de l'homme précitée Bien que les membres du réseau NCH demeurent libres de décider s'ils participent à telle ou telle action, ils sont naturellement encouragés à le faire de préférence dans leurs compétences professionnelles Il leur est également demandé d'informer leurs collègues et les revues historiques

### Informer

NCH diffuse aux membres du réseau au moins une fois par an de l'information sur les historiens censurés et/ou poursuivis ainsi que sur d'autres auteurs qui écrivent sur le passé Cette information provient de divers groupes l'American Association for the Advancement of Science, Amnesty International, Article 19,

Human Rights Watch (et son comité pour la liberté académique internationale), l'Index on Censorship, le Pen Club et Entraide universitaire mondiale Donner de l'information sur les historiens et autres écrivains n'implique pas que le réseau partage leurs opinions En octobre 1995, une circulaire contenant de l'information en provenance de dix-sept pays fut envoyée La circulaire en préparation pour 1996 contient pour le moment des informations sur quatorze pays

### Enquêter

Le réseau NCH rassemble des données sur les historiens poursuivis et censurés, de préférence par le courrier électronique, et les diffuse aux organisations de droits de l'homme appropriées Jusqu'à présent, une dizaine de messages furent transmis Le réseau NCH ne produit lui-même aucune information orientée vers l'action le réseau n'a ni les fonds ni la capacité d'enquête pour cela.

En observant les trois terrains (action, information et enquête), il est clair que NCH essaie de travailler dans deux directions les composantes «action» et «information» vont des organisations de droits de l'homme aux historiens, la composante «enquête» va des historiens aux organisations de droits de l'homme Le réseau est en construction, il atteint en mai 1996, 131 historiens et sympathisants dans 27 pays, et se répartit comme suit 78 dans 14 pays européens, 32 dans les trois pays d'Amérique du Nord, 12 dans 4 pays d'Amérique latine, 3 dans 3 pays d'Afrique, 3 dans 2 pays d'Extrême-Orient et 3 en Australie En outre, 32 revues historiques internationales sont informées

Il ne s'agit pas de voir dans le petit groupe dernière NCH une organisation, mais plutôt quelques volontaires qui, comme historiens, sont informés du monde des droits de l'homme et du monde des historiens

et pensent qu'il est utile de combler les lacunes entre ces deux mondes en ménageant un modeste pont

Mais le réseau peut servir à diriger des protestations vers les autorités, rechercher des contacts avec des collègues persécutés en les plaçant sur des listes d'adresses, lancer à leur égard des invitations à donner des

conférences, écrire des articles, correspondre, devenir membre d'un comité de rédaction Ces collègues pourraient être soutenus financièrement et la publication de leurs travaux interdits pourrait être facilitée Leur cas pourrait être discuté dans des bulletins et des revues et lors de congrès, même lorsqu'ils se passent

de l'homme, par la publication et l'enseignement de résultats de recherches sur l'histoire de la persécution Nous devons accepter cette triple responsabilité pour trois raisons la solidarité, notre propre intérêt et les principes Par solidarité, car nous pouvons engager notre liberté pour ceux qui en manquent Par intérêt personnel, parce que là où le droit de nos collègues de faire de l'histoire est en danger, le nôtre l'est aussi Par principe, parce que ce n'est qu'en prenant chacun notre responsabilité que peut être couronnée de succès la lutte contre l'oubli

Qui veut (sans frais) devenir membre du Network of Concerned Historians, peut envoyer un message à A H M de Baets@let.rug.nl Les nouvelles du réseau NCH peuvent être consultées sur Internet à la page suivante <http://grid.let.rug.nl/ahc/nch/nch.htm>

Propos recueillis et traduits par Xavier ROUSSEAU

dans les pays responsables des poursuites L'attention portée à leur sort peut entraîner quelque immunité et protection Et les gouvernements sont pour le moins prévenus que leurs entreprises ne passent pas inaperçues et suscitent de la réprobation à l'étranger (1)

### La responsabilité de l'historien

La responsabilité sociale de l'historien qui agit librement et vise à chercher la vérité est triple (2) C'est une responsabilité envers le passé,

parce que le souvenir des abus de pouvoir passés et des luttes contre ceux-ci doit rester vivant, pour que ces conflits ne demeurent pas niés et oubliés C'est également une responsabilité envers le présent, parce que l'enquête et l'information sur les atteintes aux droits de l'homme doivent reposer sur un solide arrière-fond historique, en même temps qu'elles portent l'attention sur le triste sort d'historiens persécutés et censurés C'est enfin une responsabilité envers l'avenir, parce que les historiens peuvent contribuer à une prise de conscience plus grande des droits

(1) Voir également The Lima Declaration on Academic Freedom and Autonomy of Institutions of Higher Education, art 16 All institutions of higher education shall provide solidarity to other such institutions and individual members of their academic communities when they are subject to persecution Such solidarity may be moral or material, and should include refuge and employment or education for victims of persecution, in World University Service, Academic Freedom 1990 A Human Rights Report, Londres, 1990, pp 189-190

(2) Voir également F Bédarda (ed.), La responsabilité sociale de l'historien, in Diogenes, 1994, n° 168